



NATIONS UNIES  
RD CONGO



# RAPPORT DES RÉSULTATS 2022

République  
Démocratique du Congo

Mai 2023

# TABLE DE MATIÈRE

Avant – propos du Coordonnateur résident .....	3
L'Equipe de pays des Nations Unies.....	5
Principaux partenaires de développement.....	6
Chapitre 1 : Principaux développements dans le pays et contexte régional .....	7
Tendance des Objectifs de Développement Durable (ODD).....	9
Chapitre 2 : Contribution du Système des Nations Unies aux priorités nationales grâce au plan-cadre de coopération.....	11
2.1. Aperçu des résultats du plan-cadre de coopération.....	11
2.2 Priorités, effets et produits du plan-cadre de coopération.....	13
2.3. Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030.....	23
2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble.....	25
2.5. Aperçu financier et mobilisation des ressources.....	28
Présence opérationnelle.....	31
Chapitre 3 : Les priorités de l'Equipe de pays pour l'année prochaine.....	32
Sigles utilisés.....	33



## AVANT-PROPOS DU COORDONNATEUR RÉSIDENT

A mi-parcours du cycle du plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (2020-2024) l'heure est venue de jeter un regard rétrospectif sur cette première phase de 3 ans. Et ce, afin de tirer les leçons et de mieux entamer la seconde partie du cycle. Depuis la signature de ce plan cadre le 30 décembre 2019 avec la République démocratique du Congo, les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies, aux côtés de leurs partenaires du Gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers, travaillent sans relâche pour faire avancer l'agenda du développement 2030 ainsi que l'agenda 2063 de l'Union Africaine, aux côtés de leurs partenaires du Gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers. Bien que les progrès vers la plupart des cibles des ODD restent encore insuffisants, le Système des Nations Unies met en œuvre ou accompagne des initiatives stratégiques, avec un impact positif et important sur la population congolaise. Ces actions et initiatives sont détaillées dans ce rapport annuel.

Sur le plan macroéconomique, le pays a enregistré en 2022 des indicateurs positifs, avec une croissance économique estimée à 8,6%, tirée par le prix des matières premières et une augmentation de la production minière de 36%. La collecte des recettes fiscales a enregistré une hausse de 16% grâce entre autres à la digitalisation du système de collecte.

Les plus de 4 milliards USD de réserve de change ont permis de stabiliser le taux de change. La nouvelle loi de finances a établi le budget 2023 à plus de 16 milliards USD, soit une augmentation de plus de 60% par rapport à 2022 et de 113% par rapport à 2021. Ces indicateurs positifs, parce que portés essentiellement par le secteur minier, n'ont toutefois eu que peu d'impact sur l'emploi et la réduction de la pauvreté.

Les entités du système des Nations Unies ont également accompagné le gouvernement dans la promotion de son positionnement comme pays-solution pour les questions climatiques - renforcé par l'organisation de la Pré-Cop27 en octobre 2022 à Kinshasa. Une occasion de mettre à profit la richesse forestière et la biodiversité du pays, et de plaider pour l'utilisation et la transformation de ses minerais stratégiques dans le cadre de la transition énergétique mondiale. L'initiative en cours de développement visant à la mise en place d'une chaîne de valeurs de batteries électriques dans le cadre d'un partenariat entre la RDC et la Zambie, en plus de son impact écologique positif potentiel, pourrait être un accélérateur important de croissance économique, de développement et de réduction de la pauvreté.

L'ambitieux programme de développement local des 145 territoires, qui vise notamment à renforcer les infrastructures routières et les services sociaux de base à l'échelle nationale, et dont les Nations Unies appuient la mise en œuvre, est également un marqueur fort des efforts de développement en cours. De nombreuses synergies doivent pouvoir être développées avec le PL145 dans le but d'avoir un effet d'entraînement pour le développement local.

Toutefois la dégradation de la situation sécuritaire dans l'Est de la RDC en 2022, du fait de la résurgence de certains conflits, et de l'émergence de tensions dans des zones généralement plus stables, ont conduit à une augmentation significative des déplacements de population et des besoins humanitaires. Cette situation a continué à avoir un impact négatif sur la mise en œuvre des ODD.

L'opérationnalisation de l'approche triple Nexus Humanitaire, Développement et Paix, visant à réduire à réduire les vulnérabilités et les besoins humanitaires,

notamment les besoins chroniques, doit se poursuivre et s'accélérer pour des résultats tangibles et mesurables sur le terrain.

Enfin, le SNU a initié des consultations, internes et externes, au moment où l'évaluation finale du cadre de coopération se prépare, pour analyser les causes structurelles profondes, ou nœuds gordiens, à l'origine des conflits et des déficits de développement, et qui constituent des freins au développement de la RDC.

Cette analyse permettra, à terme, d'identifier des problématiques autour desquelles le SNU, avec ses partenaires, pourra concentrer ses efforts de manière plus systématique, coordonnée, et sur le long terme, à travers notamment l'appui à des politiques publiques à fort impact transformationnel.

Je remercie tous nos partenaires nationaux pour la qualité de notre partenariat et de notre collaboration en

fauteur de l'agenda du développement durable.

J'exprime ma gratitude aux partenaires techniques et financiers et aux bailleurs de fonds qui, malgré le contexte mondial, nous ont soutenu avec les ressources qui nous ont permis d'atteindre ces résultats. Nous comptons, en 2023, capitaliser sur les succès enregistrés en 2022 pour perfectionner nos interventions, continuer à approfondir notre partenariat avec le Gouvernement et la société civile, s'ouvrir plus vers le secteur privé, développer l'innovation technologique mais aussi tirer les leçons afin de se réajuster et d'être plus performant pour le bien des Congolaises et des Congolais.

**Bruno Lemarquis**

*Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général,  
Coordonnateur résident et humanitaire.*

# L'Equipe de pays des Nations Unies



**ONUSIDA**



**Programme Alimentaire Mondial**



## Composition

L'Equipe de Pays des Nations Unies en RDC est composée de 22 Entités (Fonds, Programmes et agences), dont la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI)\*. Environ 6 000 personnes travaillent pour les Nations Unies en République démocratique du Congo.

En 2022, les agences du système Nations Unies ont dépensé environ 1,4 milliard de dollars dans le cadre de la mise en œuvre du plan-cadre de coopération, y compris pour des activités en lien avec la réponse humanitaire.

\* Les résultats de de BM et FM ne sont pas réflétés dans ce rapport, étant donné que les deux ne sont pas signataires de l'UNSDCF

## Prévention d'exploitations et abus sexuels (PEAS)

- 1 Réseau fonctionnel
- 1 Equipe de coordination dédiée de haut niveau qui rapporte directement au Coordonnateur Résident et Coordonnateur Humanitaire.
- 1 Comité exécutif de pilotage
- 1 Plan d'action
- 1 Pool d'investigateurs locaux
- 1 Numéro Vert **49 55 55** 

# Principaux partenaires de développement du Système des Nations Unies dans le pays



## Agences des Nations Unies et partenaires de mise en œuvre

L'Equipe de pays des Nations unies travaille avec un nombre important de partenaires au développement. Certains d'entre eux sont membres du Groupe de coordination des partenaires (GCP).

En 2022, ce groupe, à travers les Groupes inter-bailleurs (GIB), et en collaboration avec des agences du SNU, a accompagné le Gouvernement, entre autres, dans la formulation de sa politique de l'aide, sur les questions de politiques environnementales ou celles liées à la couverture santé universelle.

Compte tenu de la centralité des questions environnementales et de transformation économique, l'équipe de pays des Nations Unies en RDC a travaillé en relation et/ou s'est fait le relais d'entités non présentes physiquement en RDC comme le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique(CEA) et le bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général pour les Grands Lacs.

Les interlocuteurs principaux au niveau du Gouverne -

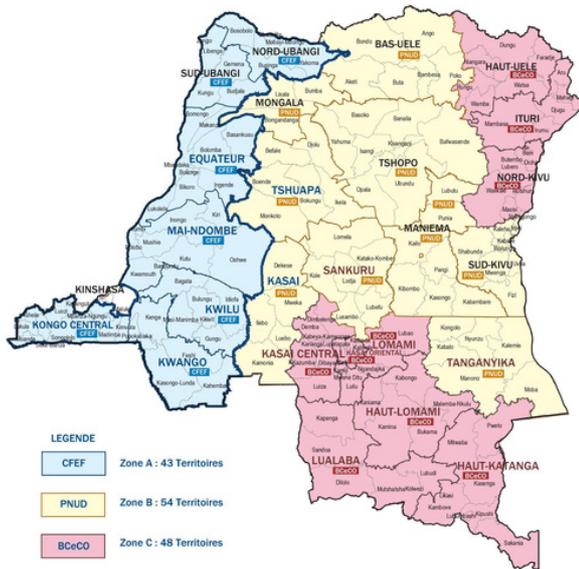
ment sont le ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération, le Ministère du Plan et le ministère des Affaires sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale, ainsi que de nombreux autres ministères sectoriels et institutions. L'Equipe de pays collabore également avec les deux chambres du Parlement, à savoir le Senat et l'Assemblée nationale, avec le pouvoir judiciaire, ainsi qu'avec les autorités provinciales.

L'Equipe de pays des Nations Unies travaille aussi avec de très nombreuses organisations non gouvernementales, nationales et internationales, tant dans le domaine du développement que de l'humanitaire, ainsi qu'avec de nombreux partenaires de la société civile.

Les partenaires de développement en RDC investissent dans plusieurs Fonds d'affectation de l'éligibilité de la RDC au Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) pour 2020 – 2024 a permis de préparer la soumission de nouveaux projets qui viennent ainsi enrichir le portefeuille.

# Chapitre 1: Principaux développements dans le pays et le contexte régional

## Contexte socio-économique et coopération bilatérale



Répartition des 145 territoires entre agences d'exécution du programme de développement local (PDL145) dont le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) qui se déploie dans 54 territoires.

©Gouvernement/RDC

Le pays a connu une forte croissance économique de 8,6 % en 2022, tirée par le secteur minier et la croissance des exportations, en raison de l'expansion des capacités et de la reprise de la demande mondiale. Cependant, les secteurs non miniers n'ont enregistré qu'une croissance modeste (3% en 2022) et l'augmentation des recettes d'exportation n'a pas pu compenser l'augmentation des factures alimentaires et énergétiques, ce qui a entraîné un déficit courant plus important (2,9%). Malgré cela, les investissements directs étrangers et les financements extérieurs ont contribué à constituer des réserves (environ 8 semaines d'importation). L'inflation a augmenté de manière significative en raison de la hausse des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires résultant de la guerre en cours en Ukraine.

La RDC est vulnérable aux fluctuations des prix des matières premières et aux conflits géopolitiques, la guerre en Ukraine affectant le déficit budgétaire, l'inflation et la consommation des ménages. Le défi immédiat pour le pays est de renforcer la sécurité, de maintenir la stabilité et d'accélérer les réformes en cours pour assurer une croissance durable. La RDC se classe au bas de l'indice du capital humain, principalement en raison des conflits et de la fragilité.

Le faible score est en particulier attribué à la mortalité infantile élevée, à la malnutrition et à la qualité insuffisante de l'éducation. Le pays a l'un des taux de retard de croissance les plus élevés d'Afrique subsaharienne et l'accès aux services de base est limité, en particulier pour les peuples autochtones. L'accès à l'éducation s'est amélioré, mais les taux d'achèvement et la qualité restent faibles.

C'est dans ce contexte que les autorités congolaises ont travaillé à accroître les recettes de l'État pour arriver à un budget estimé à 16,1 milliards USD pour 2023, soit une augmentation de 60% par rapport à 2022. Cela a aidé la RDC à affecter 434 millions USD aux opérations électorales et 441 millions USD à la mise en œuvre du Programme de développement local des 145 territoires (PDL 145).

Partant de ce constat la RDC envisage d'utiliser tout son potentiel naturel comme locomotive d'une transformation socio-économique durable, à travers par exemple les initiatives suivantes :

- En mars 2022, la RDC a été admise comme le 7ème membre de la communauté économique des états de l'Afrique de l'Est. Les implications géopolitiques, juridiques et économiques de ce développement sont vastes et complexes.
- En marge du sommet États-Unis-Afrique à Washington du 13 au 15 décembre, le président Félix Tshisekedi et son homologue zambien Hakainde Hichilema ont présidé la signature d'un protocole d'accord entre les États-Unis, la RDC et la Zambie. L'objectif principal est de développer une industrie de transformation des matières premières stratégiques nécessaires à la production de batteries en RDC et en Zambie.
- En janvier 2023, a été concrétisée la signature du protocole de partenariat entre la République Démocratique du Congo le Brésil et la République d'Indonésie autour des potentiels et opportunités dans les secteurs de la foresterie et de la finance carbone en RDC.

## Contexte Politique et sécuritaire

En 2022, la situation politique et sécuritaire en RDC a été particulièrement volatile et instable. Cela a eu un impact négatif sur le processus global de la consolidation de la paix. Plusieurs faits marquants, tant au niveau national que provincial, ont contribué à la dégradation de la situation sécuritaire. Parmi eux, l'on peut relever, entre autres :

- L'offensive du M23 dans les territoires de Rutshuru et de Masisi, qui a occasionné une intensification des affrontements entre ce groupe armé et les forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans l'Est du pays. Les ADF, les groupes CODECO et Zaïre ainsi que plusieurs groupes Maï Maï continuent de mener des attaques meurtrières contre les civils et de constituer une menace pour la stabilité de l'Est de la RDC.
- Cela a conduit à une augmentation significative des déplacements internes de population et des besoins humanitaires.

- Un contexte pré-électoral qui pourrait polariser davantage certaines dynamiques politiques, et aboutir à la résurgence de tensions, le recours aux discours de haine et l'amplification des fausses informations.
- Des efforts diplomatiques intenses ont été déployés pour régler la situation sécuritaire dans l'est de la RDC, avec notamment la mise en place des processus de Nairobi et de Luanda, pilotés respectivement par la Communauté des États de l'Afrique de l'Est pour le premier et par l'Union Africaine et la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs (CIRGL) pour le second. Le processus de Nairobi se focalise sur les groupes armés, alors que celui de Luanda aborde les relations entre la RDC et le Rwanda.

Le contexte est également marqué par l'accélération du processus de transition de la MONUSCO, qui nécessitera une reconfiguration de l'Equipe pays des Nations Unies.



Ambiance dans un centre collectif des déplacés à Fatundu dans la province du Kwilu. Ils ont fui les violences communautaires dans la région. ©OCHA/Kambale W.

# Tendance des Objectifs de Développement Durable (ODD)

## Tableau de bord et tendance des ODD



[Sustainable Development Report 2022 \(sdgindex.org\)](https://sdgindex.org/)

Les progrès vers les cibles des Objectifs de Développement Durable (ODD) restent très lents et les tendances montrent qu'au rythme actuel la plupart des cibles ne seront pas atteintes en 2030. L'Observatoire Congolais du Développement Durable, qui est la structure publique en charge du suivi des objectifs, estime, dans son rapport sur la mise en œuvre des ODD, les besoins de financement à plus de 30 milliards de dollars par an, ce qui est loin des capacités actuelles du pays. L'observatoire a également développé des scénarios d'accélération qui mettent l'accent principalement sur la transformation économique, l'agriculture, l'accès à l'énergie et les infrastructures. On note tout de même des résultats très positifs, par exemple sur les indicateurs liés au VIH, où le taux de nouvelles infections est en baisse continue depuis plus d'une dizaine d'années, ou sur les indicateurs liés à l'accès à la téléphonie mobile.

Parallèlement, le système des Nations Unies appuie l'Etat à travers plusieurs mécanismes visant à accélérer la mise en œuvre des politiques publiques dans des secteurs clés comme l'éducation, la santé et les systèmes alimentaires. Ces appuis visent entre autres à accroître la part affectée à ces services dans le budget national.

Le taux brut de scolarisation pour l'enseignement préscolaire (3-5 ans) reste très faible, à 6.8%, malgré

un objectif 2030 modeste. Le taux brut d'admission en première année du secondaire est très élevé mais le taux d'achèvement tourne autour de 75%.

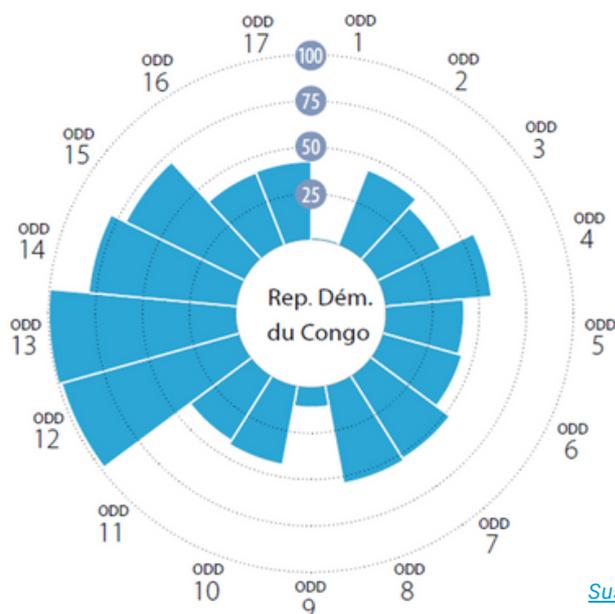
Pour répondre aux multiples défis liés à la santé, la réponse gouvernementale a été, entre autres, la mise en place de la Couverture Santé Universelle. Au-delà de la santé de la population, elle vise aussi la protection financière, tant pour les maladies dites sérieuses aux coûts élevés que les soins de routine aux coûts plus prédictifs et bas. Le processus de mise en place de la Couverture Santé Universelle a commencé en mars 2019 par la publication de l'Ordonnance Présidentielle portant nomination d'un conseiller spécial chargé de la couverture santé universelle, montrant l'arrimage politique de cette initiative au niveau de la Présidence.

Le SNU, à travers une coalition d'agences spécialisés (BIT, UNICEF, OMS), qui sera plus tard élargie, a appuyé la mise en œuvre de cette politique à plusieurs niveaux : soutien légal et législatif, appui technique dans la conception et montage, et plaidoyer pour le financement et la mise en œuvre.

Le partenariat se poursuivra en 2023 avec une approche mieux coordonnée du SNU en vue de s'attaquer à des défis critiques tels que l'inadéquation de l'offre et la mobilisation des ressources.

# Tendance des Objectifs de Développement Durable (ODD)

Tableau de bord et tendance des ODD



[Sustainable Development Report 2022 \(sdgindex.org\)](https://sdgindex.org)

Population en extrême pauvreté

**62%**



Population en situation de crise alimentaire

**26,4 millions**



Mortalité maternelle pour 100 000

**680**



Proportion salles de classe construites en dur pour le primaire public.

**28,9%**



Proportion des femmes au Gouvernement

**25%**



Population ayant accès à des sources d'eau de boisson améliorées

**57,6%**



Population n'ayant pas accès à l'électricité

**75%**



Jeunes au chômage

**63,7%**



Routes d'intérêt national asphaltées

**6%**



Salaires féminins par rapport au salaire masculin

**91%**



Population urbaine vivant dans des quartiers taudis

**90,5%**



Taux des dépenses publiques par rapport au PIB.

**12,5%**



Besoin de financement pour la réduction de gaz à effet de serre (en dollars US)

**\$48 milliards**



Personnes dans le besoin d'aide humanitaire

**27 millions**



Moyenne des ressources d'aide publique au développement reçue par habitant

**\$20**



[Rapport National sur la mise en œuvre des ODD](#)

# Chapitre 2 : Contribution du Système des Nations Unies aux priorités de développement nationales à travers le plan - cadre de coopération

## 2.1. Aperçu des résultats du plan-cadre de coopération

**Durant l'année 2022, l'Equipe de Pays des Nations Unies en République Démocratique du Congo a poursuivi son appui au gouvernement, aux autorités provinciales, aux communautés locales et aux autres partenaires, malgré un contexte national marqué par une dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire dans les provinces de l'Est et des répercussions, notamment au niveau économique, du contexte international, en particulier de la guerre en Ukraine.**

### **Consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie (Axe 1)**

Plusieurs interventions du système des Nations Unies ont contribué à l'amélioration du niveau d'accès aux droits pour les plus vulnérables dans ces différents secteurs de gouvernance.

Dans le domaine de l'accès à la justice, l'appui a consisté à l'amélioration de l'offre de justice à travers la mise à disposition de nouveaux bâtiments, équipements et outils numériques, mais aussi l'organisation de plusieurs audiences foraines qui ont permis à la justice de se prononcer sur des dossiers qui était en attente depuis des mois voire des années. L'appui technique et le plaidoyer ont contribué à des avancées significatives, notamment l'adoption et la promulgation d'une dizaine de textes de lois relatives à la gouvernance sécuritaire, judiciaire, politique, démocratique et pénitentiaire.

Un vaste programme d'appui à la gouvernance sécuritaire est soutenu à travers le renforcement de capacités et la gestion sécurisée des armes et munitions, y compris avec une approche communautaire de la police de proximité qui contribue à améliorer la confiance et la collaboration entre les populations et l'Etat.

La promotion des droits de l'homme et de la lutte contre l'impunité a été au centre des interventions et

a permis le jugement et la condamnation de plusieurs centaines d'auteurs de violations des Droits de l'Homme, ce qui a contribué à rassurer les victimes du soutien de l'Etat et de ses partenaires et ainsi apaiser les cœurs pour contribuer à la consolidation de la paix.

En outre, les Nations Unies ont renforcé les partenariats avec le monde académique pour promouvoir l'émergence d'un leadership féminin plus important. L'approche de renforcement des mécanismes communautaires de prévention et d'alerte rapide soutenue par le SNU a permis aux comités locaux de protection, qui sont opérationnels dans plusieurs provinces du pays, de rapporter un nombre important de cas de violences sexuelles et de violences basées sur le genre. Aussi, le renforcement de capacités des acteurs de la chaîne de protection sur la prévention, l'alerte et la gestion des cas a favorisé le fonctionnement des mécanismes d'assistance sociale et légale.

### **Croissance économique inclusive, développement agricole, dividende démographique, ressources naturelles (Axe 2)**

Dans les secteurs productifs l'essentiel des indicateurs sont dans une dynamique de performance appréciable grâce à une multitude de projets et programmes impliquant les jeunes et les femmes. Les Nations Unies ont renforcé les partenariats avec le monde académique pour promouvoir l'émergence d'un leadership féminin plus important. Sur le plan légal et réglementaire, l'appui du SNU a porté sur la formulation de documents stratégiques, d'une part pour la promotion de lois favorables aux groupes étant les plus à risque d'être laissés pour compte, parmi lesquels les peuples autochtones, notamment en termes d'inclusion économique ; et d'autre part dans les secteurs agricole, de l'élevage et de la pêche. Les appuis à la chaîne d'approvisionnement des intrants agricoles, à la productivité et à l'accès au marché par la réhabilitation des pistes rurales ont été



ONU Femmes et son partenaire AGRICOM, mènent un projet d'autonomisation de la femme à Kwakwa (Kongo Central). AGRICOM est bénéficiaire et partenaire du programme WEE d'ONU Femmes depuis 2020 en d'autonomiser les femmes vulnérables en milieu rural grâce à des activités génératrices de revenus.

©ONU Femmes/Marina S

renforcés dans de nombreuses régions.

### Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire (Axe 3)

En 2022, un nombre important d'agences du SNU ont poursuivi des interventions pour assurer un accès continu et équitable aux services vitaux pour les couches vulnérables, avec une tendance positive pour la réalisation de ces droits.

Sur le plan humanitaire, les nombreuses interventions du système ont bénéficié à des millions de congolais, dont de nombreuses personnes victimes de déplacements forcés. Un programme de rapatriement volontaire de réfugiés Rwandais, Burundais et Centrafricains se poursuit. Parmi les interventions figurent les programmes de préventions et de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère (MAS) ayant abouti à un taux de guérison de plus de 91%.

En matière d'éducation, le renforcement de capacités des enseignants sur les nouvelles thématiques de la sensibilisation des enfants sur la santé sexuelle et re-

productive contribuent à rendre les écoles plus sûres.

En outre, l'accompagnement holistique (médical, psychologique, juridique et économique) des survivant(e)s des violences sexuelles a permis à des milliers de personnes de se reconstruire suite aux traumatismes subis.

### Progrès réalisés dans la mise en œuvre du SERP\* en RDC

Le SNU en RDC a continué à appuyer le Gouvernement dans la réponse socio-économique suite à la pandémie du COVID-19 à travers des projets initiés en 2020 et 2021. La réponse a été articulée essentiellement autour des axes suivants :

- Riposte, surveillance au Covid-19 et renforcement du système de santé;
- Soutien à la stabilité macroéconomique et à la relance de l'économie.

\*Socio economic response plan

## 2.2. Priorités, effets et produits du plan-cadre de coopération



Consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie.

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES



10 INÉGALITÉS RÉDUITES



16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES



**Effet 1.1 : d'ici 2024, la prévalence de la violence et des conflits armés est réduite et la sécurité des personnes et des biens est améliorée en particulier celle des personnes vulnérables, y compris les réfugiés/déplacés, des femmes et les jeunes.**

### Produits clés obtenus en 2022

8 747



incidents de violences sexuelles basées sur le genre ont été rapportés et suivis avec l'appui de 127 comités de protection, mis en place dans 11 provinces, dans le but de renforcer des mécanismes communautaires de prévention et d'alerte.

558



acteurs (338 hommes et 220 femmes), issus de 22 structures, et impliqués dans la lutte contre les violences sexuelles, ont bénéficié de renforcement de capacités dans le cadre de leurs activités, notamment la prévention, l'alerte et la gestion de cas.

368



poursuites judiciaires ont été diligentées contre des militaires FARDC, agents de la PNC, membres des groupes armés et civils ayant commis des violations des droits de l'homme. 314 personnes (71 militaires des FARDC, 20 agents de la PNC, 143 combattants de groupes armés et 80 civils) ont été condamnées.

48



structures cibles intervenant dans la chaîne pénale (justice-police-prisons) ont été dotées de nouveaux bâtiments et d'outils numériques innovants afin d'améliorer l'offre et la demande de justice dans les provinces du Nord Kivu, du Tanganyika, du Katanga, du Kasai Central et du Sud Kivu.

26



conflits communautaires ont été résolus dans les zones d'intervention grâce à la mise en place de mécanismes communautaires de dialogue et de gestion des conflits (regroupant 54 structures formalisées par l'Etat).

10



textes de lois relatifs à la gouvernance sécuritaire, judiciaire, politique, démocratique et pénitentiaire ont été adoptés, dont 3 promulgués (sur la protection et réparation des victimes des violences sexuelles liées aux conflits, crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité ; sur la protection et promotion des droits de la personne vivant avec handicap et enfin la promotion et la protection des droits des peuples autochtones).

40 981



enfants (14 102 filles et 26 879 garçons) ont bénéficié de la protection sociale et légale à travers le département de la PNC et des tribunaux pour enfants.

5 293



armes détenues par l'État ont été sécurisées (3 876 appartenant aux FARDC ; 1 407 à la PNC et 10 à l'ICCN) dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, conformément aux normes et standards régionaux et internationaux.

2 844



policiers disposent de connaissances sur la doctrine de Police de proximité, les violences basées sur le genre, la prévention des abus et exploitation sexuels, les droits humains, les techniques d'enquête dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri, Kasai, Kasai central, Kasai oriental, Haut Katanga, Tanganyika, Haute Uele et Kinshasa.



«Espace sûr Amani », un cadre mis en place par UNFPA pour la prise en charge psychosociale et la réinsertion économique des survivantes des violences sexuelles, à travers le projet de Réponse d'urgence en prévention, prise en charge des Violences Basées sur le Genre VBG et protection contre l'exploitation et les abus sexuels (EAS), à Bunia dans la province de l'Ituri.

Ce cadre permet d'assurer la gestion des cas et la prise en charge psychosociale des survivantes des Violences Basées sur le Genre et l'exploitation et les abus sexuels à travers des activités de thérapie de groupe, des séances de psychothérapie, l'assistance juridique, la réintégration socio-économique et scolaire. Les survivantes bénéficient également des informations sur la disponibilité des services médicaux et juridiques ainsi que le référencement vers les structures de prise en charge médicale en cas de viol.

©UNFPA/Mayindu J.

**72%** des conflits ont été résolus et/ou transférés aux autorités supérieures dans 3 provinces (Ituri 81%, Nord-Kivu 57% et Sud Kivu 78%).



**411** personnes ont été sensibilisées, durant 38 sessions, au stockage sécurisé des armes dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, en termes de renforcement des capacités. 368 personnes ont bénéficié de la formation à l'évaluation des risques des restes explosifs de guerre.



**70** structures de dialogue social et démocratique ont été formalisées dans 5 provinces (11 structures au Sud-Kivu, 46 au Nord-Kivu, 7 en Ituri, 3 au Kasai et 3 au Kasai oriental).



**53** plans d'actions communautaires ont été élaborés par les structures communautaires accompagnées dans les provinces de l'Ituri, du Nord Kivu et du Sud-Kivu.



**49** membres des forces de sécurité (l'armée, la police la conservation de la nature et administration des armes légères et petits calibres) ont bénéficié de renforcement de capacités sur la gestion efficace des armes et des munitions dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri.



**53%** de la population de Beni, Djugu et Fizi, dont 31% des femmes, disent se sentir en sécurité.



**Effet 1.2 : D'ici 2024, les populations vivant en RDC, plus spécifiquement les plus vulnérables (femmes, enfants, réfugiées et déplacées) jouissent de leurs droits humains, en particulier l'accès équitable à la justice, (y compris la justice juvénile), à l'identité juridique et la protection, à travers le renforcement des systèmes judiciaire, sécuritaire, des capacités de veille des organisations de la société civile sur les droits humains et la redevabilité institutionnelle.**

**Produits clés obtenus en 2022 avec l'appui du Système des Nations Unies :**

**1,46 M** enfants de moins de 5 ans (751 099 filles et 717 085 garçons) ont bénéficié de l'enregistrement de leurs naissances à l'état civil.



**524,7 K** réfugiés (52% femmes) enregistrés grâce à la mise en place d'un système biométrique d'enregistrement des réfugiés incluant les données biométriques.



**5 969** cas de violations des droits de l'homme attribués aux agents de l'Etat ont été documentés par les institutions internationales et nationales de Droits de l'Homme en conformité avec les standards internationaux, soit une diminution globale de 14% par rapport à 2021.



**1 735** femmes et filles-mères victimes des violences sexuelles basées sur le genre ont bénéficié d'une prise en charge holistique.



**1 344** personnes (1 085 hommes, 198 femmes, 27 garçons et 34 filles) ont été sensibilisées aux engins explosifs improvisés à Beni.



**56** mécanismes communautaires de gestion des plaintes liées à l'exploitation et aux abus sexuels sont en place et 1 ligne verte est opérationnelle pour la dénonciation des cas de violence basée sur le genre et l'orientation vers les services d'assistance.



**48** audiences foraines organisées ont permis de traiter les dossiers de 156 prévenus (4 femmes); 138 personnes ont été condamnées (3 femmes), 11 acquittées (1 femme), 7 dossiers renvoyés au Tribunal pour enfants et 106 victimes (47 hommes et 79 femmes) enregistrées.



**10** mécanismes visant à rapprocher les communautés et les forces de sécurité sont opérationnels dans les zones cibles.



**6** rapports périodiques, aux standards internationaux, sur la mise en œuvre des instruments juridiques de protection ont été publiés.



**4** institutions<sup>[1]</sup> nationales des droits humains sont opérationnelles et efficaces, grâce à l'appui technique et logistique du SNU.



**Effet 1.3 : D'ici 2024, les institutions publiques, les media et la société civile, au niveau central et décentralisé exercent efficacement leurs rôles pour**

**une gouvernance démocratique apaisée, efficace et inclusive, porteuse d'effets sur la participation citoyenne et le renforcement de l'état de droit.**

**Produits clés obtenus en 2022 :**

**250** femmes candidates et/ou aspirantes aux élections, regroupées au sein de la plateforme "Dynamique Nationale des Femmes Candidates", disposent de connaissances approfondies sur la préparation des élections, le plaidoyer et le développement de partenariats stratégiques avec les organisations de la société civile.



**224** Le plaidoyer conjoint et l'accompagnement du système des Nations Unies a contribué à ce que **224** femmes soient présentes dans les instances de prise de décisions (parlement (12%), gouvernement (27%), assemblées provinciales (11%), gouvernements provinciaux (5 femmes Gouverneures).



**85** structures communautaires de protection mises en place et formées à l'analyse des risques de protection et le rapportage des incidents de protection dans 11 provinces.



**50** membres de la société civile, dont 17 femmes, ont été formés à Kinshasa sur les droits économiques, sociaux et culturels et sur l'audit social.



**10** organisations de la société civile disposent des capacités techniques et organisationnelles pour mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation en faveur de la promotion et de la protection des droits humains et de la participation inclusive aux processus de paix.



**6** mécanismes participatifs dans la prise de décisions ouverts aux femmes et aux jeunes dans les processus de gestion des affaires publiques.



La capoeira est un puissant instrument facilitant la prise en charge et la réintégration des enfants vulnérables. ©UNICEF/Wenga



**Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection et gestion durable des ressources naturelles.**



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



**Effet 2.1 : D'ici 2024, les populations congolaises jouissent d'une croissance économique inclusive durable portée par la transformation agricole, la diversification économique ouverte aux innovations et à la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes.**



2° micro-barrages construits pour des activités agricoles.



1 projet de Loi relative de l'Aménagement du Territoire a été adopté par le Gouvernement et transmis à l'Assemblée nationale pour examen et adoption.

**Résultats clés obtenus en 2022 :**

**100 K** Plus de 100 000 ménages ont amélioré leurs productivités et accès au marché au travers des programmes agro-pastorales et piscicoles.

**69,5** km de routes de desserte agricole ont été réhabilitées, donnant accès au marché dans les provinces du Nord Kivu, Sud Kivu, Kasai et Tanganyika.

**30** boutiques d'intrants agricoles ont été mises en place au Nord Kivu, au Sud Kivu et au Tanganyika en appui au développement des agri-multiplicateurs de semences améliorées (8 boutiques au Tanganyika, 14 au Sud Kivu et 8 au Nord Kivu).

**17** Plans Territoriaux d'Aménagement du Territoire ont été élaborés et 600 plans Simples d'Aménagement du Territoire sont en cours de réalisation ; 2 études stratégiques sur le capital forestier national et le potentiel agricole sont en cours de réalisation.

**6** Entités territoriales décentralisées (des provinces du Kongo Central, Kasai Centra et Tanganyika) ont élaboré leur Plans de Développement Local assortis de leurs PIL/PAI.

**Effet 2.2. : D'ici 2024, les populations vivant en RDC bénéficient d'une protection sociale inclusive et d'un dividende démographique portée par la maitrise démographique et l'autonomisation des jeunes et des femmes.**

**Résultats clés obtenus en 2022 :**

**25 K** personnes ont bénéficié du programme de protection sociale dans la zone de santé de N'Sele (Kinshasa).

**24,7 K** personnes dont 16 993 femmes (68,6%) ont été sensibilisées sur les lois favorables aux droits économiques des femmes pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin dans les villes de Kinshasa, Goma, Lubumbashi et Matadi.

**10 K** Plus de 10 000 femmes ont été alphabétisées, dont 70% d'entre elles ont initié des activités génératrices des revenus diversifiés pour l'autonomisation économique dans 7 provinces (Nord et Sud Kivu, Tanganyika, Kasai, Ituri, Nord et Sud Ubangi).

**1 700** Plus de 1 700 jeunes ont bénéficié d'une formation professionnelle diversifiée dans la perspective d'une insertion socioéconomique.



**200** partenaires de la société civile et autorités étatiques provinciales (Kinshasa-Tshikapa-Kalemie) ont vu leurs capacités renforcées sur les droits économiques sociaux



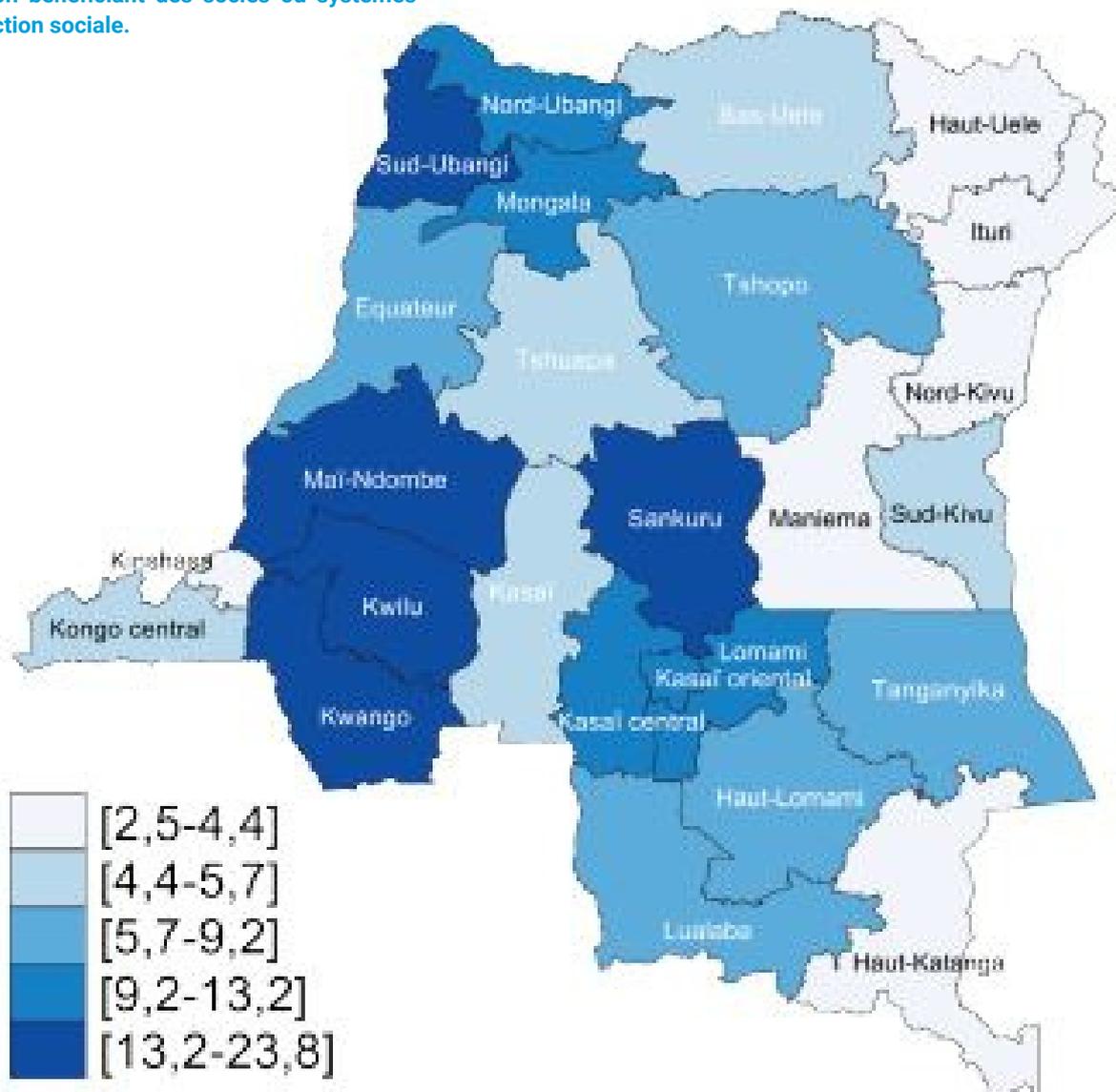
et culturels, l'audit social et l'approche basée sur les droits de l'homme.

**29,8%** des dépenses publiques du secteur social bénéficient aux enfants, grâce au plaidoyer initié par le SNU.



**1** loi portant la Couverture de Santé Universelle votée et promulguée.

**Population bénéficiant des socles ou systèmes de protection sociale.**



Source : [Rapport national sur la mise en œuvre des ODD.](#)

**Effet 2.3 : D'ici 2024, les populations tirent profit d'une gestion responsable et durable des ressources naturelles (forestières, minières, et foncières), par l'État, les entités décentralisées, les communautés, et le secteur privé, dans un contexte de changement climatique et de préservation de la biodiversité.**

### Résultats clés obtenus en 2022 :

509



Au moins 509 ménages ont pu bénéficier de mesures d'atténuation des risques et des menaces de catastrophes naturelles et climatiques ; 8 stations météorologiques installées dans la plaine de la Ruzizi ont bénéficié de l'appui en équipements d'opérationnalisation.



4 outils stratégiques en matière de prévention, gestion et réduction des risques des catastrophes ont été élaborés dans la province du Sud Kivu. Un travail similaire est en cours dans la province du Nord-Kivu.



1 loi, N° 22/30 du 15 juillet 2022, portant protection et promotion des droits des peuples autochtones pygmées a été promulguée et publiée au journal officiel paru le 14 novembre 2022.



1 plateforme multi acteurs nationale sur la foresterie communautaire avec des réunions annuelles est désormais créée.



1 politique nationale pour l'Agriculture Durable a été élaborée en vue de contrer l'impact de l'Agriculture itinérante sur brûlis comme un des principaux moteurs de déforestation.



"Depuis que j'ai commencé à participer à ces séances d'éducation nutritionnelle et à appliquer ce que j'ai appris, la santé de mes enfants s'est améliorée. Après avoir nourri mon enfant avec la recette que j'ai apprise lors des séances, l'hôpital l'a examiné et a déclaré qu'il n'avait plus de malnutrition."

Gentille, 35 ans, est l'une des personnes que le PAM soutient grâce à des interventions d'éducation nutritionnelle sur la résilience au Nord Ubangi. Son enfant, Sylva, 4 ans, a reçu un diagnostic de malnutrition. Grâce à l'éducation nutritionnelle communautaire reçue du PAM, elle a pu préparer, avec moins de deux dollars, des repas sains à partir des ressources locales disponibles pour son bébé. Sylva s'est rétabli et est maintenant en bonne santé. Aujourd'hui, Gentille aide d'autres femmes de sa communauté à faire de même, en diversifiant leur alimentation pour que leurs enfants puissent être en bonne santé.

Le PAM utilise des messages de changement social et comportemental pour créer une demande pour la culture et la consommation d'aliments nutritifs afin d'améliorer la diversité alimentaire des femmes et des adolescentes. Cela aide à bâtir des communautés plus fortes et résilientes grâce à une approche intégrée du développement – humanitaire.

© WFP/Hedley Tah



## Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire.



**Effet 3.1 : Les populations, en particulier les plus vulnérables bénéficient d'un accès équitable, de qualité et durable aux services sociaux de base, y compris de lutte contre le VIH/SIDA.**

### Résultats clés obtenus en 2022 :

**1,27 M** adolescents et jeunes (filles et garçons) scolarisés et non scolarisés ont reçu une information complète sur la sexualité et la santé reproductive.



**86%** de personnes vivant avec le VIH ont bénéficié d'un traitement ARV (enfants (0-14 ans) 37%, femmes 15 ans+ : 87%, hommes 15 ans+ : 84%).



**73%** des personnes (1 632 886 personnes (846 981 femmes)) ont eu accès à l'eau potable dans les Villages et camps des réfugiés cibles.



**459,8 K** enfants de moins de 5 ans (245 675 filles) avec malnutrition aiguë sévère (MAS) ont été pris en charge et 91,2% sont sortis guéris du programme de traitement ; 2 480 formations sanitaires des 17 Provinces ont bénéficié d'un appui en intrants nutritionnels et médicaments de traitement systématique de la malnutrition.



**39,5 K** survivantes des violences sexuelles ont bénéficié d'un accompagnement psychologique dont 11 012 d'une réinsertion socio- économique dans les provinces du Nord-Kivu, Sud- Kivu, Kwilu, Equateur, Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, Kinshasa, Mai Ndombe, Maniema, Ituri et Tanganyika ; 1 981 survivantes ont bénéficié d'un accompagnement juridique et 36 270 d'une assistance médicale.



**16,04K** enseignants ont été dotés de capacités sur les méthodologies centrées sur l'apprenant, l'éducation à la paix, la réduction des risques de conflits/catastrophes et soutien psychosocial.



**6 435** jeunes (3 492 filles) ont bénéficié de la formation professionnelle qualifiante dans un métier.



**23%** d'établissement de santé proposent des soins obstétricaux et néonataux d'urgence dans les zones cibles.



**Effet 3.2 : d'ici 2024, les organisations humanitaires et structures gouvernementales chargées des questions humanitaires apportent une réponse humanitaire coordonnée, rapide et efficace envers les personnes affectées par les crises dans le respect des standards et principes humanitaires en vue de réduire la surmortalité et la sur-morbidité des personnes affectées.**

### Résultats clés obtenus en 2022 :

**6,24 M** de personnes affectées par des crises humanitaires ont reçu une forme d'assistance.



**11,33 K** réfugiés congolais (Zambie, Angola, Afrique du sud, Mozambique) ont bénéficié d'un soutien au rapatriement librement consenti et à la réintégration en RDC ; 9 278 réfugiés ont bénéficié d'un soutien au rapatriement librement consenti de la RDC (RCA, Burundi, Rwanda).



60  
♀

organisations féminines (30 à Goma et 30 à Bunia) ont bénéficié du renforcement des capacités sur l'intégration du genre dans le cycle de programmation humanitaire.

10



divisions provinciales des affaires humanitaires, 26 divisions affaires sociales provinciale et 5 ONG ont bénéficié du renforcement des capacités sur la réponse humanitaire.

30



Au moins 30 dispositifs efficaces de coordination, de prévention et de gestion des crises humanitaires sont fonctionnels aux niveaux national et provincial (Autorités gouvernementales et OCHA).

1



plan de contingence de l'éruption volcanique a été élaboré dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.



Grâce à l'appui de la Région de Bruxelles-Capitale, l'UNICEF a construit de nouvelles latrines et un forage pour permettre aux élèves d'étudier dans un environnement propre et d'avoir accès à l'eau potable. « Grâce à ces nouvelles latrines et à l'eau potable, nous serons désormais à l'abri des maladies », explique Christian, un des élèves brigadiers de l'assainissement de l'école.

L'Ecole Primaire Nganda Yala a été certifiée assainie dans le cadre du Programme National École et Village Assainis. Les élèves, qui ont aujourd'hui accès à l'eau potable, utilisent des latrines hygiéniques et se lavent correctement les mains. Tous les élèves sont impliqués pour garantir la propreté de l'école sous le contrôle des élèves brigadiers comme Christian.

Depuis 2010, 2 498 écoles ont été certifiées assainies à travers la République Démocratique du Congo, permettant à 1,5 millions d'élèves d'étudier dans un environnement propre et sûr. Améliorer l'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement dans les écoles permet d'améliorer la santé et les résultats des élèves et de leurs familles. Les enfants apprennent également l'hygiène et les moyens leur permettant de se protéger et de protéger leurs familles des maladies infectieuses.

## FACTEURS DE SUCCES

- La réponse Covid-19 efficace qui a permis un « retour à la normale » et a favorisé la mise en œuvre des interventions notamment celles liées à l'offre de services essentiels de soins de santé, la vaccination etc.
- La constitution d'un registre national de préparation et de réponse aux urgences liées aux déplacements de populations.
- La mise en place des mécanismes de coordination Nexus aux niveaux national et provincial, avec l'implication des autorités et des groupes Nexus.
- La forte appropriation nationale et provinciale, au niveau technique, ainsi que le développement des relations et engagements solides avec les autorités nationales, provinciales et locales.
- L'approche multi-agences, dans une logique "One UN", sur la base de leur avantage comparatif avec un fort investissement dans les effets durables ;
- L'intérêt et l'appui stratégique des bailleurs sur plusieurs thèmes comme l'environnement, la consolidation de la paix, le nexus Humanitaire – Développement – Paix, la protection sociale, etc.
- L'augmentation du budget national et la stabilité du taux de change ;
- La production de textes favorisant l'amélioration de l'environnement et du climat des affaires.



A l'instar d'Albertine (photo) et sa mère Sophie, près de 4.000 familles vulnérables de la commune de la N'Sele (Kinshasa) ont bénéficié des transferts monétaires aux familles les plus vulnérables pour renforcer leur accès aux services sociaux de base. Sophie a utilisé ces fonds pour alimenter son petit commerce de légumes. Les bénéfices générés par cette activité permettent de nourrir la famille et de payer les frais scolaires de sa fille.

Grâce à l'appui du Royaume de Belgique l'UNICEF, le PAM et la FAO organisent ces transferts monétaires, tous les trois mois en soutien à ces familles en vue de renforcer la production économique locale pour stimuler et diversifier les revenus, réduire la pauvreté et permettre aux enfants comme Albertine de poursuivre leurs études.

Âgée de 14 ans, Albertine avait été retirée de l'école car sa famille n'avait plus les moyens de la maintenir scolarisée.

© UNICEF/Wenga

## FAIBLESSES/CONTRAINTE

- Il y a des problèmes dans la coordination, l'alignement, l'appropriation ainsi que sur la redevabilité dans la mise en œuvre des interventions ;
- Partenariats Publics - Privés encore très faibles ;
- Concentration des Bailleurs vers certaines zones du pays plus que vers d'autres, avec comme conséquence une disparité entre la couverture géographique des interventions et les besoins ;
- La non-flexibilité des financements octroyés par les bailleurs, rendant difficiles les synergies entre les interventions ;
- Faible intervention des agences du Système des Nations-Unies dans les provinces démembrées et celles de l'Ouest ;
- Approche projet prônée par les agences au lieu de l'approche programme ;
- Capacités limitées du Gouvernement au niveau national et provincial en financement, coordination et mise en œuvre ; faible décaissement de fonds du Gouvernement pour assurer la mise en œuvre effective de certaines réformes engagées ;
- Non disponibilité des données actualisées et désagrégées, conséquence de la faiblesse du système statistique national, mais aussi de l'insuffisance des études et enquêtes de portée nationale.



Tous les moyens sont mis à contribution pour atteindre chaque enfant à vacciner. © UNICEF/Desjardins

## 2.3. Soutien aux partenariats et au financement de l'Agenda 2030



Mme Kulabuna une des bénéficiaires du projet que mène ONU Femmes et AGRIKCOM dans le Kongo Central. Grâce à ce partenariat, plus de 200 femmes rurales bénéficient de l'encadrement pour leur autonomisation économique. Elles produisent des chips de plantain, de la farine de manioc, du miel, des légumes, des chips de noix de coco et d'autres produits.

©ONU Femmes/Marina S.

### Groupe des Nations Unies sur le partenariat

En 2022, le groupe de travail partenariat a réalisé et mené à bien les activités suivantes :

- Participation du système des Nations Unies à la semaine de l'Industrialisation, un événement organisé conjointement par le Gouvernement de la RDC et la SADC (Communauté de Développement de l'Afrique Australe) du 02 au 06 Août 2022 à Kinshasa, sous le thème "Promouvoir l'industrialisation par la transformation des ressources naturelles, l'agro-industrie, la valorisation des minéraux et le développement des chaînes de valeur régionales pour une croissance économique inclusive et résiliente après la COVID-19" ;
- La mise en œuvre de la stratégie de mobilisation de ressources pour le cadre de coopération ;
- Une cartographie sectorielle sur les 3 piliers du secteur privé (les entreprises, les secteurs académiques et la société civile) en RDC ; des institutions financières internationale et de la sous - région afin de mener des

discussions sur des initiatives de partenariat pour atteindre les ODD.

Le groupe de travail s'est également joint à l'engagement du gouvernement congolais à intégrer les contraintes climat dans sa trajectoire de développement, ce qui permettrait de renforcer le positionnement de la RDC comme pays solution et va, sans nul doute, substantiellement l'aider dans ses efforts de mobilisation de ressources et du financement climat. Les agences des Nations Unies qui ont un accès aux financements du FONAREDD jouent un rôle important pour appuyer la RDC dans la réalisation des objectifs des jalons 2022 de la seconde Lettre d'Intention signée entre la RDC et CAFI.

Ainsi, le groupe de travail partenariat appuie et accompagne les agences des Nations Unies dans leur devoir de redevabilité dans l'appui qu'elles fournissent au Gouvernement Congolais et dans la mise en œuvre des financements que ce dernier mobilise. Le Bureau du Coordonnateur Résident s'est engagé à renforcer la qualité et le suivi de la mise en œuvre des projets et assurer une plus grande efficacité des interventions.

## Les principaux résultats du Business Forum sont les suivants en 2022

- L'initiative des batteries et des véhicules électriques (BEV) en RDC a été présentée lors du lancement de la 2e phase de l'AMDC et du 2e forum africain sur l'exploitation minière qui se sont tenues du 03 au 04 octobre 2022 sous le thème « La vision africaine de l'exploitation minière à l'heure de la transition énergétique verte et de la numérisation : défis et opportunités ».

La semaine de l'industrialisation de la SADC s'est tenue à Kinshasa (RDC) en août 2022 et la semaine de l'industrialisation de l'UA à Niamey (Niger) en novembre 2022.

- Lancement du centre d'excellence pour la production de précurseurs de batteries, une voie vers l'approfondissement de la participation du pays et de l'Afrique dans l'opportunité de marché de la chaîne de valeur des BEV à Lubumbashi, en avril 2022.

- Engagement de la République Démocratique du Congo et de la Zambie, à travers la signature d'un MoU, en avril 2022, afin de soutenir l'aspiration des deux pays à devenir des acteurs de premier plan dans la chaîne de valeur des BEV. Les USA se sont engagés à apporter un appui technique.
- Organisation d'une table ronde sur les batteries électrique en marge de la COP27 en novembre 2022, en Egypte.

En allant de l'avant, l'Equipe de pays des Nations Unies pourra soutenir le Gouvernement de la RDC à consolider les acquis qui découleront de l'industrialisation du secteur des batteries électriques.

L'expertise de chaque agence sera utile pour apporter une diversification de l'économie congolaise et établir une industrialisation basée sur les ressources de la RDC.

## Financement des ODD : appuyer le Gouvernement à élargir l'espace fiscal

Le SNU soutient le pays et les provinces dans l'élaboration d'un cadre national de financement intégré (CFNI) du développement et d'une stratégie holistique de mobilisation des ressources pour le financement du développement en vue de contribuer à l'accélération de la mise en œuvre des ODD.

Depuis 2020, les Nations Unies mettent en œuvre un programme conjoint financé par le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD, avec un budget de US1,2 million (dont US 200 000 dollars de cofinancement).

Le programme conjoint vise à soutenir les efforts de la RDC pour relever les défis identifiés dans le financement des ODD, en aidant à créer un environnement catalytique pour stimuler la génération de ressources.

Malgré le retard dans la mise en œuvre dû à la pandémie de COVID-19, à la mise en place d'un nouveau gouvernement et aux difficultés à identifier des consultants, le programme a réalisé des progrès en 2022:

- Le rapport d'évaluation du financement du développement (DFA) et la feuille de route du cadre de financement national intégré (INFF), ont été validés par le comité de pilotage, le 15 décembre 2022;
- Un projet pilote de financement innovant pour les petites et Moyennes Entreprises (PME) dirigées par

des femmes dans le cadre du financement du système alimentaire transformateur a été lancé dans deux provinces (Kongo Central et Kasai Central).

- Des mécanismes de gestion, de mobilisation et de coordination de l'aide dans les provinces pour soutenir la mise en œuvre des ODD ont été développés et mis en place :

- Les documents de stratégie d'aide provinciale pour les provinces pilotes du Haut-Katanga et du Nord-Kivu ont été produits et validés ;

- Les cadres institutionnels de coordination de l'aide provinciale dans les provinces susmentionnées ont été mis en place et rendus opérationnels;

- Le mécanisme de gestion de l'information sur l'aide provinciale dans ces deux provinces et leur plateforme numérique sont en cours de mise en place ;

- Les capacités des acteurs nationaux et provinciaux en matière de planification et de programmation budgétaire axée sur les résultats ainsi que de mobilisation des ressources ont été renforcées.

Un partage de connaissances et d'expériences dans le cadre de la coopération Sud-Sud sur la budgétisation des programmes au profit des agents et cadres du Ministère du Budget a également été réalisé.

## 2.4. Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble. Cohérence, efficacité et efficacité des Nations Unies



Lors de sa retraite 2022, l'Equipe de Pays du SNU a pris des décisions visant à renforcer son action à l'interne à travers les groupes stratégiques et groupes de travail, mais aussi de mieux se repositionner par rapport aux réformes et politiques gouvernementales.

©Nations Unies/Mankamba J.

Le SNU en RDC s'est engagé, tout au long de l'année 2022, dans la redéfinition et le réajustement de ses actions, afin de s'adapter aux multiples changements et évolutions du pays. Ce travail a pour fondement l'action conjointe et concertée avec le Gouvernement, d'une part, et entre agences, fonds et programmes, dans l'esprit de l'approche "One UN", d'autre part.

C'est dans ce cadre que l'équipe de pays a initié une réflexion stratégique pour mieux se repositionner dans son rôle de fournisseur de conseils stratégiques intégrés au Gouvernement et aux partenaires nationaux. Un travail d'analyse des causes structurelles (les "nœuds gordiens") des conflits et des freins au développement économique a été engagé pour orienter et accompagner ce repositionnement.

Par ailleurs, de manière à avoir un plus grand impact et être plus efficient, le SNU a également entamé un travail d'analyse pour identifier les politiques publiques transformationnelles derrière lesquelles un appui plus systématique, plus coordonné et à l'échelle pourra être apporté par les agences concernées, en coalition avec d'autres acteurs.

### Transition de la MONUSCO

Dans le contexte du départ éventuel de la MONUSCO, le SNU s'est engagé à contribuer à la mise en œuvre du Plan de Transition Conjoint, un document élaboré avec le Gouvernement de la RDC en 2021. Sur un total de 18 jalons, les membres de l'équipe de pays contribuent au renforcement des capacités de l'Etat dans des secteurs clés et pertinents à la création d'un environnement protecteur comme, notamment, l'appui à la justice, au Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (P-DDRCS), y inclus la réforme du secteur de sécuritaire.

Il demeure pertinent de souligner que ces priorités de transition sont parfaitement alignées au UNSCDF et donc au PNSD du Gouvernement.

Quand bien même le Président de la République a demandé une révision du plan de transition en août 2022, cet engagement du SNU dans la transition, surtout visant à éviter un choc financier et de capacité sécuritaire, continuera bien au-delà du départ de la mission.

Enfin, le SNU a collaboré pour produire un tout premier plan

de transition provincial pour la province du Tanganyika d'où la MONUSCO s'est retirée en juin 2022, ainsi qu'un cadre de résultats stratégiques de consolidation de la paix.

Les deux produits ont été conjointement validés avec le gouvernement provincial et sont en train d'être mis en œuvre. Ils serviront d'exemple pour le travail à mener dans le contexte du retrait de la mission dans les trois provinces restantes, notamment Ituri, Nord et Sud Kivu.

En vue d'une meilleure cohérence du Système des Nations Unies, selon le principe d'alignement sur les priorités nationales et en fonction des avantages comparatifs des Agences résidentes et non résidentes, le Bureau du Coordonnateur Résident a utilisé une procédure opérationnelle standard (SOP) qui oriente clairement l'approche dans la préparation et la soumission des propositions de projets au titre de l'EP.

A l'interne, le système encourage, dans la mesure du possible, un travail conjoint entre les groupes de travail et des résultats.

Sur le terrain, les Nations Unies mettent en œuvre une dizaine des programmes conjoints impliquant au moins trois agences pour chaque programme ; aussi, avec l'approche Nexus, les actions menées sont conçues de façon à pouvoir réduire les interventions humanitaires au profit de celles de développement.

Dans le souci de promouvoir la mutualisation des services, l'Equipe de pays a finalisé la stratégie des opérations de gestion (*Business Operations Strategy BOS 2.0*) et poursuivi

sa mise en œuvre. Grâce à l'activation de 6 services en commun, le SNU a dégagé un gain des ressources estimé à 2,5 millions de dollars américains. A ceci s'ajoute le partage des locaux.

A Kinshasa, cinq agences partagent un bâtiment commun, et dans quelques provinces, au moins deux agences partagent des locaux communs. Par ailleurs, elle continue à encourager la colocation dans la plupart des provinces.

En appui aux politiques nationales, le SNU apporte son expertise au Gouvernement dans la mise en œuvre de divers programmes lancés il y a quelques mois.

Les agences, fonds et programmes se sont joints à la MONUSCO pour contribuer à l'élaboration de la stratégie nationale de désarmement, démobilisation et réinsertion sociocommunitaire (DDRSC). Les entités des Nations Unies participent également à la mise en œuvre de cette stratégie.

Pour ce qui est du programme de la couverture santé universelle, sous le leadership du Bureau International du Travail (BIT), les agences ont contribué à l'amélioration de la stratégie préparée par le Gouvernement et ont activement pris part à l'élaboration du plan de travail annuel.

Sous le leadership de la FAO, les agences, fonds et programmes des Nations Unies contribuent à l'amélioration des capacités du pays dans la gestion des ressources naturelles, notamment en contribuant aux initiatives de gestion intégrée des ressources naturelles, prenant en compte tous les secteurs de la vie humaine.



Des Chefs d'agences en pleine discussion lors de la retraite 2022 de l'Equipe de pays, sur les nouvelles initiatives et à actions à mettre en œuvre en pour améliorer le rendement du travail quotidien et l'appui en faveur des communautés.

## Progrès dans la mise en œuvre de l'approche nexus (humanitaire – développement – paix)

Sous le leadership du gouvernement congolais et du système des Nations Unies, ainsi que l'appropriation des gouvernements provinciaux, les synergies entre les acteurs humanitaires, de développement et de paix ont été améliorées.

Le processus de mise en œuvre de l'approche Nexus a progressé avec la consolidation des structures de coordination provinciale, dont les Nexus Groupes Provinciaux (NGP) respectifs dirigés par les Gouverneurs de province. Des experts se réunissent autour des quatre groupes thématiques relatifs aux résultats collectifs afin de planifier conjointement la réponse aux causes profondes des crises chroniques avec leur corolaire de besoins humanitaires.

Les ministères provinciaux de Plan (du Kasai et Kasai Central) ont validé des outils conjoints de programmation, suivi et évaluation qui renforcent la transparence et la bonne gouvernance dans la gestion des interventions humanitaires, de développement et de paix. En 2022, des résultats, changements et progrès ci-dessous ont été obtenus, dans les provinces pilotes, en l'occurrence le Kasai, le Kasai Central et le Tanganyika.

### 1. Planification stratégique : intégration du Nexus dans les cadres stratégiques H-D-P provinciaux

- **Dans le pilier humanitaire:** l'exercice du Cycle de programmation humanitaire 2023-2024 pour l'espace Kasai a intégré l'approche Nexus pour établir des synergies entre la réponse humanitaire et les initiatives provinciales de développement et de consolidation de la paix, afin d'adresser les facteurs déclenchants et sous-jacents des différentes crises humanitaires.
- **Dans le pilier développement :** au Kasai Central, le gouvernement provincial a aligné les axes stratégiques du Plan de Développement Provincial 2023-2027 sur le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), sur base des résultats collectifs du Nexus en RDC. Au Kasai, le gouvernement provincial s'est approprié l'approche Nexus pour l'institutionnaliser en cohérence avec le Programme d'action du gouvernement provincial.
- **Dans le pilier paix :** Une Task force 'Paix' a été établi (en septembre 2022) pour servir de cadre de réflexion stratégique dans le domaine de la Paix au niveau provincial et renforcer la matérialisation des initiatives de cohésion sociale et de consolidation de la paix face aux conflits.

## 2. Les principaux changements et progrès par pilier au Kasai et Central Kasai

- **Adaptation de l'architecture humanitaire en fonction des besoins humanitaires :** la révision de l'architecture humanitaire (février – mars 2022) avec la mise en application du Relais Humanitaire pour l'espace Kasai fait que la réponse aux besoins humanitaires résiduels se réalise, notamment en synergie avec les acteurs de développement et de paix.

Trois missions conjointes d'Evaluation Rapide Multisectorielle inter organisations ont été conduites pour assurer la synchronisation des interventions, y compris dès le début des crises.

- **Augmentation des initiatives et des ressources dans le développement provincial :** l'exercice de planification du développement provincial a aligné l'approche Nexus sur le Plan de Développement Provincial Kasai Central 2023- 2027 et la gouvernance locale (dans les subdivisions territoriales). Le lancement du programme de décentralisation et planification du développement local (par la mise en place des Comités Locaux de Paix et Développement (CLPD) et des Plans de Développement Locaux (PDL) a été réalisé en tenant compte de l'approche Nexus. Des synergies ont été établies avec les organes d'exécution du PDL-145 Territoires.

Le Fonds Social de la RDC, antenne du Kasai Central, travaille en cohérence avec l'approche Nexus, en particulier, dans l'augmentation de l'accès aux services sociaux de base, à travers le Projet « STEP 2 » financé par la Banque Mondiale.

- **Renforcement des mécanismes de gestion des conflits et de la cohésion sociale** notamment, à travers l'élaboration du Plan d'Action de la Paix provincial (2022) et l'établissement des quatre groupes de dialogue permanent (à Dibaya, Kasai Central).

D'autre part, les programmes financés par le PBF, dont ceux incluant l'appui aux mécanismes de justice transitionnelle, aux mécanismes alternatifs de gestion des conflits, l'appui à la réintégration socioéconomique des anciens combattants, des victimes et des personnes vulnérables, le renforcement du leadership des femmes et des filles pour leur autonomisation, ainsi que le renforcement de la police de proximité, ont produit des effets catalytiques dans le renforcement de la cohésion sociale.

## 2.5. Aperçu financier et mobilisation des ressources

### Aperçu financier

Le Cadre de Coopération des Nations Unies en RDC 2020-2024 est chiffré à 4.9 milliards de dollars US, dont 558 millions de dollars US avaient été mobilisés à la signature en 2019. La majorité du financement, 3.7 milliards de dollars US (soit 75%), pour l'Axe 3 « Accès aux services sociaux de base et assistance humanitaire ». L'Axe 2 « Croissance économique inclusive, développement agricole, capture du dividende démographique, protection sociale et gestion durable des ressources naturelles » est budgétisé à presque 1 milliard USD (soit 19%), et l'Axe 1 « Consolidation de la paix, respect des droits humains, protection des civils, cohésion sociale et démocratie » à presque 290 millions USD, (soit 6%).

En 2022, l'Equipe de pays des Nations Unies a dépensé environ 1,4 milliard USD pour la mise en œuvre de ses activités sur environ 1.7 milliard USD planifié. Ces chiffres incluent les actions humanitaires, de développement et de paix.

Par rapport à 2021, les budgets prévus en 2022 étaient **légèrement plus élevés (1,69 milliard en 2021 contre 1,51 milliard en 2022)**. En 2022, l'Equipe de pays des Nations Unies a été en mesure d'exécuter une plus grande partie des budgets planifiés qu'en 2021, en raison d'un allègement des restrictions COVID qui avaient ralenti les activités en 2020 (80% en 2021 contre 64% en 2020).

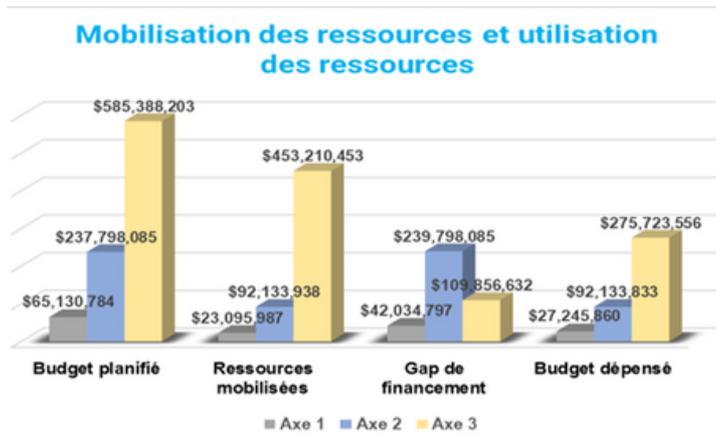


Tableau 1 : Répartition des ressources par agence [1]

Entités	Ressources planifiés USD (2022)	Ressources dépensées USD (2022)
BCNUDH	8 654 770	6 384 603
BIT	9 649 801	4 081 352.50
FAO	45 052 000	36 403 000
FIDA	7 752 479	5 981 029
MONUSCO*	15 891 026	11 827 080
OIM	72 400 000	25 095 906
OMS**	112 906 467	79 107 275
ONUDI	22 700 000	15 691 667
ONU Femmes	9 885 066	8 049 410
ONUSIDA	940 093.50	1 177 674
PAM	625 000 000	525 000 000
PNUD	180 016 950	155 522 398
UNCDF	4 206 921	2 839 878
UNESCO	1 122 721	1 122 721
UNFPA	40 644 287.26	38 283 954.97
UN-HABITAT	1 150 107	1 027 380
UNHCR	255 420 989	106 994 284
UNICEF	564 500 000	408 000 000
UNOPS	75 000 000	66 200 000
UNODC	1 000 000	700 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 891 893 677</b>	<b>1 498 489 611</b>

[1] Le tableau reflète les informations disponibles en mars 2022

\*Ce chiffre comprend les dépenses liées au financement des programmes et aux activités de sensibilisation menées par la MONUSCO grâce à un financement évalué ("assessed funding") par les Etats membres. Le chiffre inclut les dépenses de l'UNMAS.

\*\*Le budget de l'OMS est voté pour couvrir deux ans. Les dépenses concernent uniquement 2022.

## Financement conjoint

En 2022, l'Equipe de pays des Nations Unies en RDC a reçu 51.3 millions dollars US des différents fonds d'affectation spéciale multipartenaires (MPTF), dont le Fonds National REDD+ (FONAREDD) financé par l'Initiative pour la forêt de l'Afrique Centrale (CAFI), le Fonds humanitaire de la RDC, le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation de la RDC, le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), le Fonds de réponse des Nations Unies pour le relèvement de COVID-19, le Fonds commun des Nations Unies pour les ODD, le Fonds multipartenaire d'affectation spéciale pour les violences sexuelles liées aux conflits et le Fonds spécial pour la paix et l'humanité en faveur des femmes. Il existe également des programmes conjoints pour renforcer la résilience économique et sociale de la RDC par la transformation agricole et l'accès à une énergie verte et abordable et ainsi que pour la lutte contre les VBG. En 2022, le PBF a approuvé 4 nouveaux projets pour un montant total de 10 millions USD.

Le Bureau du Coordonnateur résident (BCR) appuie l'Equipe de pays à élaborer des soumissions de projet de haute qualité, à assurer un suivi et rapportage dans les délais, et à renforcer l'efficacité de la mise en œuvre des programmes conjoints. Le BCR abrite le secrétariat du PBF et le secrétariat CAFI déployés en RDC.

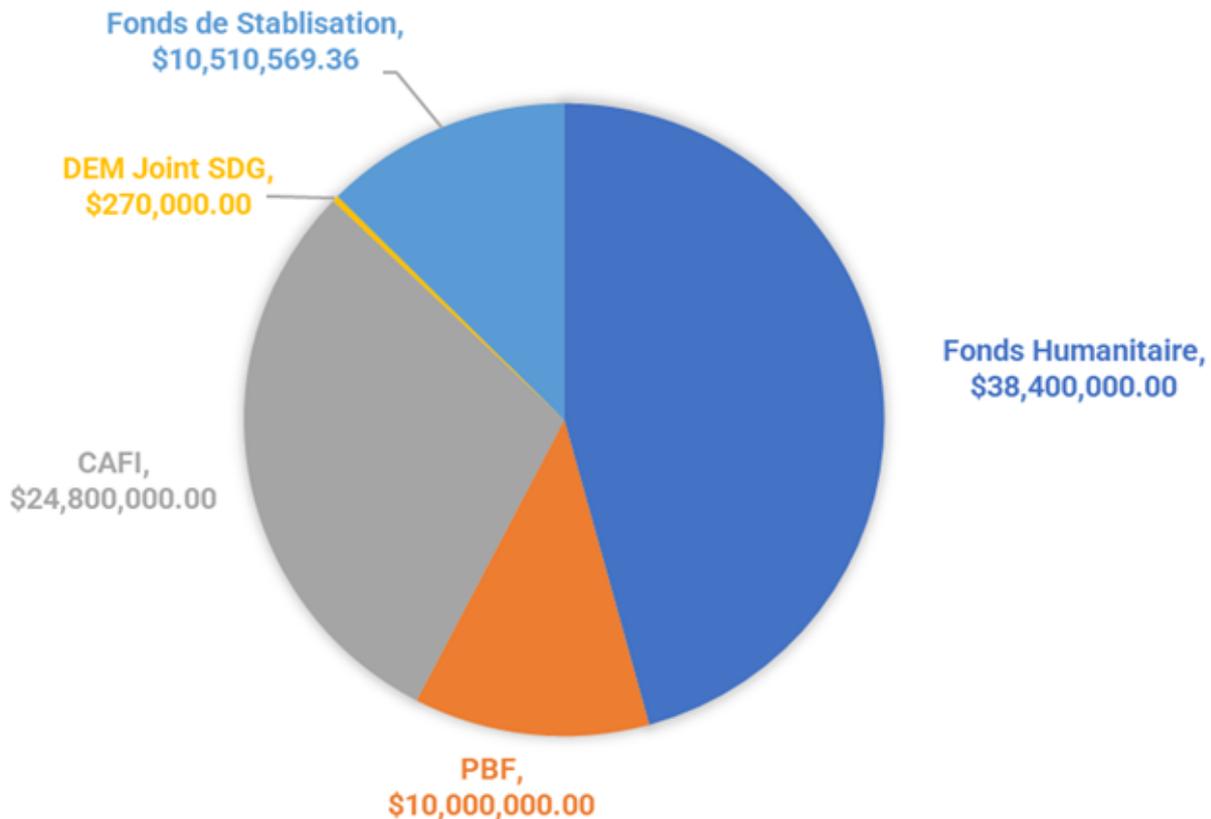
## Mobilisation des ressources

L'environnement complexe de financement, caractérisé par des besoins humanitaires, économiques, sociaux et sécuritaires immenses et sous-financés, couplé aux perturbations générées par la guerre en Ukraine, qui a eu des conséquences sur l'aide au développement et les priorités des donateurs, ont eu un impact sur la capacité de l'équipe de pays des Nations Unies à mobiliser toutes les ressources de développement nécessaires pour la mise en œuvre du plan cadre de coopération.

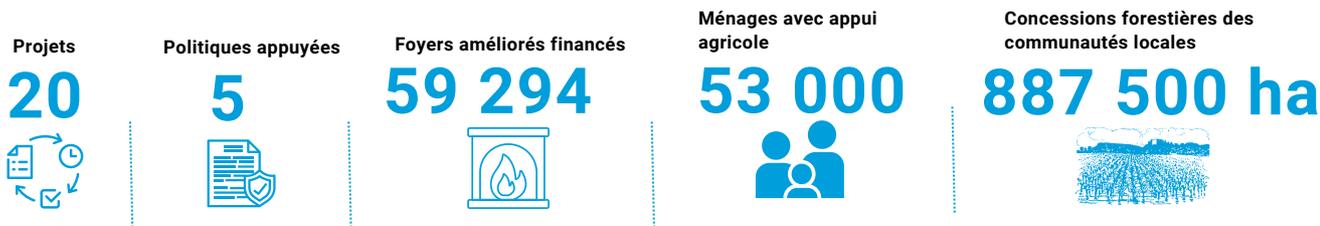
A la lumière de ce qui précède, le BCR en RDC a élaboré une stratégie de mobilisation des ressources ainsi qu'un plan d'actions et de partenariats stratégiques pour guider l'Equipe de pays dans la mobilisation de ressources supplémentaires en faveur de l'UNSDCF. Les engagements et la stratégie de mobilisation des ressources devraient aider l'Equipe de Pays des Nations Unies à combler le déficit des ressources et à accélérer la mise en œuvre efficace du Fonds de développement des Nations Unies pour la RDC.

Ainsi, les objectifs des initiatives engagées sont d'améliorer la capacité de l'équipe de pays des Nations Unies à identifier et à mobiliser les ressources financières nécessaires pour combler le déficit de financement et accélérer la mise en œuvre du UNSDCF 2020 – 2024.

### Financement conjoint en 2022 (USD)



## Résultats du fonds CAFI et FONARED



## Résultats du Fonds Conjoint des Nations Unies pour les ODD



## Résultats du fonds COVID-19



## Résultats du fonds pour la consolidation de la paix (PBF)

Membres des communautés à Tshikapa ayant confiance à la police.

**75%**



Victimes identifiées et auditionnées dans le cadre des enquêtes sur les violations des DH à Kananga

**791 H**



Taux de rapatriés volontaires des réfugiés d'Angola

**82,1%**



Victimes identifiées et auditionnées dans le cadre des enquêtes sur les violations des DH à Kananga

**870 F**



### Portfolio PBF en RDC - 2022

- \$29.04 millions dans 12 projets
- 6 projets au Kasai et Kasai Central
- 4 projets au Tanganyika
- 2 projets au Sud et au Nord Kivu
- 5 ans d'éligibilité (2020 – 2024)

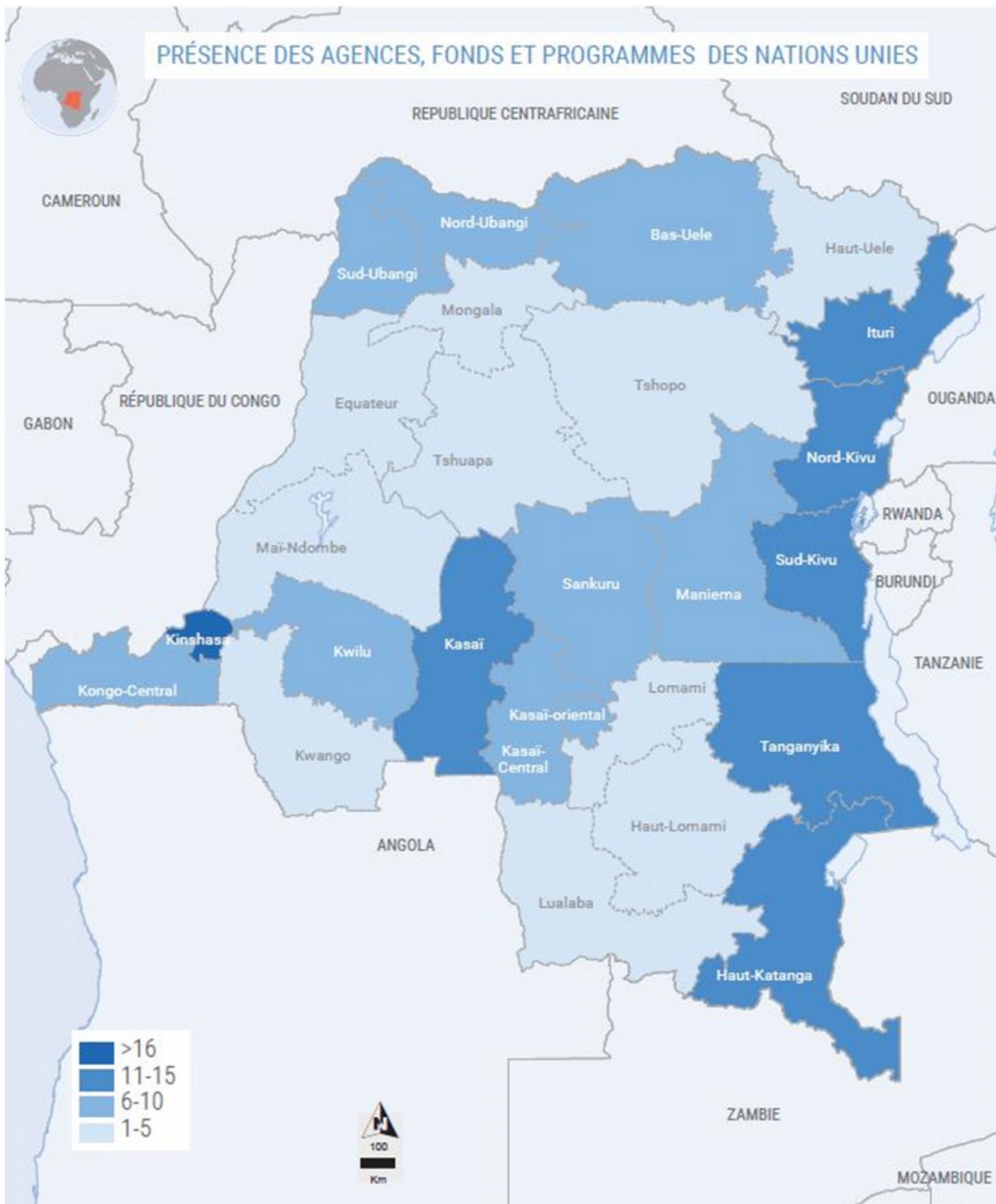
#### Priorités d'intervention

- Réintégration communautaire
- Réconciliation et cohésion sociale
- Gouvernance locale inclusive
- Promotion de solutions durables pour les populations déplacées

#### Engagement transfrontalier

- Stabilisation des communautés frontalières par des solutions durables
- Accroissement du commerce transfrontalier et renforcement de la sécurité alimentaire

## Présence opérationnelle



## Chapitre 3 : Les priorités de l'Equipe de pays pour l'année prochaine



Un pêcheur entamant sa journée sur le fleuve Congo à Mbandaka, ville longeant le fleuve

©OCHA/Kambale W.

Poursuivant les efforts entamés en 2022, le SNU intensifiera son appui au gouvernement dans les préparatifs des élections de 2023, selon les besoins exprimés.

Le programme de développement local de 145 territoires ayant été lancé, la planification 2023 en tiendra compte dans son effectivité afin d'étendre l'impact des actions qui seront menées.

Considérant les différents engagements pris par le pays en matière de lutte contre le changement climatique, le SNU renforcera son rôle de conseil pour accompagner la matérialisation de la vision RDC-Pays solution.

Consciente de la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des conflits et du sous-développement, l'Equipe de Pays va développer des outils appropriés, commençant par la structuration de ladite approche.

Fort de l'expérience du Tanganyika, première province à être dotée d'un plan de développement provincial conjoint, le SNU va se déployer dans d'autres provinces ayant une bonne représentation physique et opérationnelle des agences, fonds et programmes.

Les Nations Unies vont aussi accompagner la plupart des provinces et leur permettre de se doter de plans provinciaux de développement, en se référant, principalement, aux mises à jour inscrites dans le PNSD.

## Sigles utilisés

<b>BCR</b>	: Bureau du Coordonnateur Résident
<b>COVID-19</b>	: Maladie à coronavirus 2019
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>MONUSCO</b>	: Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo
<b>ODD</b>	: Objectifs de Développement Durable
<b>PAM</b>	: Programme Alimentaire Mondial
<b>PNC</b>	: Police Nationale Congolaise
<b>PBF</b>	: <i>Peacebuilding Fund</i> (Fonds pour la consolidation de la paix)
<b>PNSD</b>	: Programme National Stratégique pour le Développement
<b>PNUD</b>	: Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>RDC</b>	: République Démocratique du Congo
<b>SNU</b>	: Système des Nations Unies
<b>UNFPA</b>	: Fonds des Nations Unies pour la Population
<b>UNICEF</b>	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>UNSDCF</b>	: <i>United Nations Sustainable Development Cooperation Framework</i> (Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable)
<b>USD</b>	: <i>United States Dollars</i> (dollars américains)
<b>VBG</b>	: Violences Basées sur le Genre
<b>VIH</b>	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

**Bureau du Coordonnateur Résident  
du Système des Nations Unies**

Concession Utex Africa  
RDC - Kinshasa - Ngaliema

[drcongo.un.org/fr](http://drcongo.un.org/fr)  
[@ONURDCongo](https://twitter.com/ONURDCongo)



NATIONS UNIES  
RD CONGO

